

SOMMAIRE



Actualités

Edito	02
Ça s'est passé	03
Dossier :	04
Au coeur des luttes	
L'interview : R. Groix	07



Les incontournables

Mobilisation	08
Décryptage	09
International	10
Agenda	11
Culture	12

ÉDITO

LA COMMUNICATION : c'est l'affaire de tous !

Carsat, Renault, Carrefour, Leclerc, Safran, Cnam, Inspection du Travail, Kimberly Clark ..., nombreux sont les patrons qui ont décidé de bannir l'expression syndicale, en s'en prenant à leurs représentants syndicaux.

Alstom, Révima, SNCF, Walor, Éducation nationale, La Poste, Les Dockers..., nombreux sont les salariés qui se battent pour de justes rémunérations dans le cadre des NAO et pour leur protection sociale.

Grand-Couronne, Saint-Etienne du Rouvray, Dieppe, Le Havre ..., nombreux sont les agents des collectivités à se battre pour le juste versement d'une prime pouvoir d'achat, bien méritée.

Les services publics sont à bout de souffle et notamment dans le secteur de la santé et de l'action sociale. Les salariés se battent aussi au quotidien.

Contre la loi Darmanin, contre le génocide du peuple palestinien, contre le racisme, pour la paix, mais aussi, conditions de travail, égalité salariale, augmentation de salaires, respect des droits de l'homme, ... nombreux sont les militants CGT à se mobiliser.

Tous ces combats, toutes ces luttes font la richesse de la CGT et pourtant qui en parle ?

A la CGT, nous disons régulièrement que nous avons un problème de communication, mais le problème ne serait-ce pas nous ? Se poser la question, c'est déjà y répondre !

A la CGT, nous ne manquons pas d'outils : publications, sites internet, réseaux sociaux, tracts... et bien sûr, notre indispensable présence sur le terrain. Pour autant, est-ce suffisant ? Bien sûr que non.

Pour être audible, compréhensible chez nos militants et bien plus largement encore, il nous faut rédiger, photographier, analyser notre activité, car elle donne la parole aux sans voix, aux oubliés, aux petits, c'est là notre force !

Et pour ceux qui s'intéressent, un tant soit peu au passé, vous remarquerez que ce sont bien nos témoignages qui s'inscrivent dans notre riche histoire ouvrière. Dans le cadre

de ses orientations de congrès, l'Union Départementale a décidé de vous proposer une nouvelle formule de l'Infoluttes76.

Celle-ci se veut être utile à la compréhension des luttes, à ce qui fait la vie de la CGT dans notre département : formation, renforcement, représentativité, culture... Cette publication n'est pas en opposition aux nouveaux modes de communication : Facebook, WhatsApp, Instagram, Flash Hebdo ..., mais elle a le privilège de nous laisser le temps d'expliquer, de sortir de l'instantanéité, pour nous aider à comprendre l'actualité.

Aussi, nous avons la volonté que cette publication, dans un premier temps, digitale et bimestrielle, évolue avec vos besoins et attentes qui alimenteront nos différentes rubriques. Aussi, quel meilleur moyen que d'y contribuer vous-même.

Alors avant de dire que nous communiquons mal, si on commençait à communiquer ? Faites d'infoluttes76, le reflet de vos luttes, de vos actions, de vos interrogations...

Le prochain collectif communication se réunira le 26 février prochain à Rouen. Une Visio sera possible. Celui-ci est ouvert à tous les membres de la CGT, n'hésitez pas à vous faire connaître à infoluttes76@orange.fr

Ensemble, relevons le défi de la communication !

Bonne lecture,

David Ruis

N°1 - FÉVRIER 2024

Diffusion numérique

Mise en page : Ana De Sousa

Ont participé à la rédaction de ce numéro :
Christophe Callay, Rachel Groix, Nathan Lapel,
David Ruis et Bruno Venuat

ÇA S'EST PASSÉ

ARLANXÉO MOBILISE SUR LES SALAIRES

Rassemblement le 27 janvier des travailleurs d'Arланxéo à Lillebonne en grève pour leurs salaires que leur patron veut baisser de 15%. Soutien de l'UL et des entreprises du secteur !



GRÈVE DANS L'ÉDUCATION NATIONALE



Très forte mobilisation ce 1^{er} février. Les agents de l'Education Nationale, mais aussi des territoriaux ont clairement exprimé leur attachement à l'Ecole publique. Le conflit se durcit avec de nouveaux appels à la mobilisation. Grève au collège Alain à Maromme, à Claude Bernard à Grand-Quevilly. Mais aussi des actions au Havre et à Dieppe.

ALSTOM

Belle mobilisation ce 13 février chez Alstom. Les différents sites en France étaient en grève pour exiger des augmentations de salaire dans le cadre des NAO. Le site de Petit quevilly était particulièrement représenté avec une grève très suivie, notamment aussi par les cadres. A cette heure les négociations se poursuivent et la mobilisation est intacte.



L'UD rencontre la confédération paysanne

La mobilisation des agriculteurs est partie de petits exploitants qui dénonçaient leur baisse de revenus, liée à la taxe sur le gazole non routier et aux négociations avec les industriels de l'agroalimentaire. Le monde paysan est très divers, entre une grande majorité de paysans à faibles revenus (près de 20% vivent sous le seuil de pauvreté) et une minorité de patrons d'exploitations très aisés, qui exploitent durement les salariés agricoles, combattent les normes sociales et environnementales...

L'importante mobilisation des agriculteurs fait émerger et révèle des vrais problèmes, mais pas toujours de bonnes solutions. Ce n'est pas la levée des contraintes administratives, sociales, fiscales et environnementales qui résoudront les problèmes de l'agriculture et principalement ceux des petits paysans.

Cette colère fait écho à l'exaspération de l'ensemble du monde du travail face à un gouvernement qui fait le choix de sacrifier le travail et sa reconnaissance.

Malgré un affichage de soutien, les gouvernements n'ont cessé de répondre au plus gros d'entre eux par des politiques publiques et des aides publiques nationales et européennes.

Pour la CGT, il est essentiel de remettre au centre du débat la question d'une production respectueuse de la santé des travailleurs et des consommateurs, ainsi que de la planète.

La CGT continue d'exiger la juste reconnaissance de la rémunération du travail. Face aux discours populistes et racoleurs notamment de l'extrême droite dans une période de campagne des élections européennes, la CGT doit être force de propositions et permettre des perspectives de progrès au monde du travail, dont l'agriculture est un pan.

C'est ce message de convergence des luttes, pour vivre dignement de son travail que nous avons porté lors d'une rencontre avec la confédération paysanne.

DOSSIER



CHRISTOPHE CALLAY
Secrétaire Général
UD CGT 76

Depuis le 46e congrès en juin 2023, tu es Secrétaire Général de l'Union Départementale. Quels enseignements tires-tu de ces premiers mois ?

CC : La responsabilité est importante, et les sujets revendicatifs ne manquent pas, notamment dans la période, où gouvernement et patronat cassent toujours plus les conquises sociaux, où les choix politiques favorisent la montée des idées nauséabondes de droite extrême et d'extrême droite, où les autorités de l'état et les dirigeants d'entreprises et d'administrations répriment sévèrement l'action syndicale et tentent un peu partout de remettre en cause les libertés syndicales.

J'essaie donc d'exercer la tâche qui m'a été confiée avec le plus de rigueur possible, mais surtout, toujours en appui du collectif de direction de l'Union Départementale que représente le Bureau et la Commission Exécutive.

C'est important, car je suis bien conscient que seul, on ne peut rien. C'est donc bien tous ensemble que nous pourrons gagner le monde plus juste socialement sur une planète viable auquel nous aspirons !

2024 débute avec un nouveau remaniement. Un énième de coup de com' ?

CC : Ce remaniement était prévisible, car Macron est clairement fragilisé, avec une assemblée où il n'a pas la majorité et surtout depuis nos actions contre la réforme des retraites en 2023. Mais à mon sens, les têtes changent mais la politique antisociale reste présente.

Il faut cependant souligner que ce gouvernement marque toujours un peu plus son ancrage à droite, voire à l'extrême droite aujourd'hui avec la loi dite «asile-immigration» qui reprend mots pour mots le programme de préférence nationale porté par les partis politiques que j'identifie comme fascistes.

Autre point important à mettre en avant. D'abord, c'est l'abandon de nombreux ministères (exemple le logement, les transports...) voire la fusion de ministères chargés de sujets importants (éducation / sport / JO ; Travail / Santé ; etc).

Un gouvernement dit «resserré» qui démontre bien le peu d'intérêts porté à la «chose publique», en charge normalement d'être au service des citoyen-nes.

Et la deuxième chose, et pas des moindres, les ministres désigné.e.s ont quasiment toutes et tous «des gamelles au c...», et quand ils et elles n'en ont pas, leur servitude entière à Macron qui prime sur leurs compétences, leur en fait avoir au travers de leurs actes et propos.

Un gouvernement qui fera, à n'en pas douter, une politique contre les intérêts individuels et collectifs des salarié.e.s, des retraité.e.s, des privé.e.s d'emploi ou encore des jeunes.

Sauf si, par nos actions syndicales, nous arrivons par le rapport de force et la masse, à contrecarrer leurs velléités libérales.

Depuis plusieurs semaines, la CGT est mobilisée contre la loi Darmanin, dite «asile et immigration». En quoi est-elle plus dangereuse que les précédentes ?

CC : Cette loi est inique et extrêmement dangereuse. C'est une loi xénophobe qui reprend les principales propositions du Rassemblement national et remet en cause nos principes républicains.

Elle assimile l'immigration à l'insécurité, stigmatisant l'étranger-e par sa nationalité ou sa religion, et est évidemment largement soutenue par l'extrême droite.

Elle est en opposition à nos valeurs républicaines : application du principe de préférence nationale pour l'accès aux allocations ; remise en cause du droit du sol pour les enfants de parents étrangers ; contraire à la Constitution sur de nombreux points.

Et c'est une loi qui cible particulièrement les femmes et les familles, précarisant davantage les femmes qui pour la plupart travaillent dans les métiers souvent dévalorisés, remettant en cause le droit aux APL, aux hébergements d'urgence, remettant aussi en cause l'accès à l'aide médicale d'État, et qui favorise l'expulsion des enfants.

Et dans la réalité, c'est aussi clairement une loi faite par et pour le capital. En effet, la précarisation des travailleur-es étranger-es va permettre de tirer l'ensemble des droits des travailleur-es vers le bas et contribuer au dumping social.

Il est d'ailleurs important de rappeler que l'immigration ne coûte pas – c'est au contraire une richesse pour notre pays.

Chaque année, les travailleuses et travailleurs étranger-es font rentrer 60 milliards d'euros de cotisations sociales et d'impôts, et elles et ils occupent des secteurs essentiels pour l'économie, dans le bâtiment, le nettoyage, la livraison, le traitement des déchets ou encore dans les métiers de la santé où nombre de soignant-es sont des travailleurs et travailleuses étranger-es. L'immigration, très souvent jeune, atténue aussi le vieillissement de la population.

La CGT porte d'autres propositions, notamment la régularisation des travailleuses et travailleurs pour éviter le dumping social et l'égalité de traitement entre tou-tes les salarié-es.

C'est dans ce cadre, d'ailleurs que, partout en France, et notamment en Seine-Maritime, nous menons, à l'appui de notre collectif Sans Papiers, de nombreuses luttes pour exiger leur régularisation, à l'instar de la bataille contre AMAZON

Lors de ses vœux, Macron invite à réarmer la France, alors que la planète connaît de nombreux conflits. La paix ne doit-elle pas redevenir un enjeu national et planétaire ?

CC : C'est honteux, surtout dans la période qui voit toujours plus de guerres dans le Monde, qu'un Président censé nous représenter utilise de tels propos guerriers et belliqueux pour fixer un cap politique... C'est aussi un signe de la dangerosité de sa politique, qui a d'ailleurs ramené la France au 3ème rang mondial des vendeurs d'armes !

Au-delà de l'actualité qui focalise légitimement notre attention, notamment en Ukraine et particulièrement au Proche Orient, où l'extrême droite israélienne qui dirige, mène clairement un génocide et un nettoyage ethnique contre les populations palestiniennes, il nous faut bien analyser que nous sommes sur une planète où les puissants entretiennent quotidiennement les feux de la guerre pour préserver leur pouvoir et gonfler leurs profits, et notamment ceux des marchands de canons.

La guerre, que porte en lui le capitalisme comme une des solutions à ses crises, est synonyme de catastrophe humanitaire. Porteuse de misère et de destruction massive, ses victimes sont toujours les travailleuses et les travailleurs, et les familles les plus modestes.

On le voit donc avec l'actualité, agir pour la Paix et le désarmement est plus que jamais nécessaire ! Il n'y a aucune fatalité dans la multiplication des conflits, c'est seulement la résultante d'une conception de la société fondée sur la mise en concurrence, la domination, la servitude des uns pour assurer le pouvoir des plus riches.

Notre engagement permanent pour la Paix et le désarmement jalonne l'histoire et les luttes de la CGT, et fait partie de nos valeurs fondamentales. Nous nous devons donc de continuer à agir pour gagner partout une Paix juste et durable !

Le pouvoir d'achat est la priorité des français. Que compte faire la CGT pour répondre à cet enjeu ?

CC : Le pouvoir d'achat est aujourd'hui très contraint par la hausse excessive du coût de la vie, qui, en réalité, ne sert qu'à continuer à alimenter les poches de ceux qui les ont déjà bien remplies (1% des plus riches en France détiennent 36% du patrimoine financier total de la France / 42 milliardaires français ont gagné en 2023, 230 milliards d'euros, soit l'équivalent de 3400 € pour chaque français-e).

La hausse des prix atteint 4,9 % sur 2023. Sous l'effet de l'inflation nos salaires reculent, et remplir le réfrigérateur, payer ses factures ou partir en vacances devient de plus en plus difficile. Pire, 8 millions de personnes, soit un quart des travailleuses et travailleurs, sont aujourd'hui précaires.

L'inflation est amplifiée par les profits : en Europe 45 % de la hausse des prix est liée aux marges des entreprises. La France est championne d'Europe des dividendes versés aux actionnaires (près de 95 Milliards en 2023), mais évidemment pas championne des augmentations générales de salaires et de pensions.

Nous avons donc besoin d'agir au plus près des salarié.e.s, avec les syndiqué.e.s et syndicats.

La CGT, avec l'ensemble de ses organisations, est d'ailleurs en pleine campagne salaires et pensions, pour s'organiser dans toutes les entreprises et administrations, afin d'exiger l'ouverture de négociations salariales, qu'elles soient annuelles ou non !



Ainsi, en dehors des différents appels qui sont prévus par champs professionnels, la CGT souhaite notamment se saisir de la journée du 8 mars 2024, pour agir massivement partout par la grève, afin de réclamer les augmentations de salaires et de pensions qu'ils nous doivent, tout en faisant le lien pour dénoncer l'écart salarial toujours fort qui existe entre les travailleurs et travailleuses dans ce pays.

L'USR76 travaille également à une mobilisation spécifique retraité.e.s pour la revalorisation des pensions.

La Seine Maritime est un territoire industriel qui subit de fortes mutations avec des enjeux connexes tels que le transport, l'environnement... De quelle feuille de route se dote la CGT face à ces nouveaux défis ?

CC : En effet, la Seine-Maritime est un territoire fortement industrialisé, notamment sur son axe Seine qui relie la capitale, avec une façade maritime et donc des zones portuaires parmi les plus importantes de France, donc des entreprises de transports et de logistiques très nombreuses.

Le département bénéficie aussi de pôles de savoir-faire d'excellence, à l'exemple du nucléaire, du lin, du verre, de l'automobile, etc., et une zone rurale encore dense qui participe largement à une industrie agro-alimentaire.



Initiative de syndicalisation avec le Commerce à Rouen

Dans le même temps, parce qu'il ne peut y avoir d'industries sans services publics, comme pas de services publics sans industries, notre territoire en est encore doté largement, malgré une politique de casse orchestrée par les gouvernants de ces dernières décennies, au détriment de la réponse aux besoins des citoyens.

Dans l'actualité, on a de plus en plus de décisions prises par le gouvernement, souvent en déclinaison aux décisions des commissions européennes, pour faire évoluer les entreprises et administrations dans le contexte de réponse aux enjeux environnementaux et climatiques.

La problématique clairement identifiée face à cet état des lieux et des politiques actuellement menées, c'est que les choix pris vont quasiment toujours dans le sens de la destruction des emplois, des qualifications, et dans l'instauration du «dumping social».

L'enjeu est donc fort pour la CGT. Notre feuille de route est arrêtée depuis notre dernier congrès en Juin 2023, et nous avons les collectifs revendicatifs, services publics, e-commerce, sans papiers, santé-travail, formation, qui travaillent régulièrement pour donner les outils aux syndicats et militant.e.s pour trouver les pistes de contre-propositions qui vont dans le sens de nos revendications.

Parce que l'UD ne peut pas contrer seule leurs mauvais coups, on a forcément besoin d'un travail avec les syndicats et syndiqués, en appui de nos organisations territoriales et professionnelles (Unions Locales, Unions Professionnelles, Comité Régional CGT Normandie, Fédérations, Confédération).

Ainsi, en ce moment un travail revendicatif est réalisé avec les ULs, professions et syndicats concernés, par rapport au mal nommé «Plan Territorial des Transitions Justes» (PTTJ), qui prévoit, à grand coup de subventions publiques et sous prétexte de faire baisser les gaz à effet de serre, des évolutions néfastes pour les entreprises du verre et céramique de la vallée de la Bresle et pour celles de la Chimie, Pétrochimie, plastiques sur toute la vallée de la Seine.

Le travail engagé devrait nous permettre de sortir rapidement dans l'année des contre-propositions CGT qui garantissent l'emploi, qu'ils soient directs ou indirects, les qualifications, la pérennité de ces activités, de bonnes conditions sociales de travail et de rémunération, voilà notre objectif.



En solidarité avec notre camarade contre la répression syndicale

Dans la période, l'activité automobile semble également attaquée. Là aussi, nous regardons à travailler avec les syndicats et structures CGT pour contrecarrer les projets libéraux

Tout comme nous travaillons aussi à l'aménagement de notre territoire à tous les niveaux, avec notamment dans l'actualité, la défense du fret ferroviaire public, la pérennité et même le développement de la ligne ferroviaire Lézarde Express Régionale sur la pointe de Caux, ou encore le projet de développement public du réseau ferroviaire métropolitain de l'agglomération rouennaise.

Du pain sur la planche, comme on peut le voir...

Mais ça tombe bien... On a bon appétit !



VOEUX DE L'UD

Après sa 1^{ère} CE de l'année, l'Union Départementale a présenté, le 8 janvier dernier, ses vœux à la grange du Grand Aulnay. L'occasion de revenir sur 2023 et les importantes actions à mener en 2024.

L'INTERVIEW



RACHEL GROIX

Secrétaire générale de la FAPT 76

Chargée du collectif femmes mixité UD 76

Bio express

Age : 46 ans

Ce que tu aimes :

L'engagement sous toutes ses formes

Les Arts du spectacle

Ce que tu détestes :

Les discriminations

Dès janvier, la confédération a décidé de faire du 8 mars, une importante journée de mobilisation interprofessionnelle sur la question de l'égalité salariale. La symbolique de cette journée ne risque-t-elle pas de nuire à un large rassemblement ?

RG : Je ne le crois pas et je suis tentée de dire Enfin ! Oui il était temps de faire du 8 mars, journée internationale de lutte pour les droits des femmes et non journée de la Femme, une grande journée de mobilisation sur l'égalité salariale.

C'est une évidence, la question des femmes traverse toute la société et elles refusent d'être traitées comme des sous-hommes. Elles exigent les mêmes droits : droit (de vote) à la parole, droit de disposer de leurs corps, droits légaux, égalité des salaires...

Il faut le répéter, l'écart moyen des salaires est toujours de 26% en défaveur des femmes et allant jusqu'à 40% au départ à la retraite.

Cumulant les métiers les plus précaires, les temps partiels (82% des temps partiels sont occupés par des femmes), les moins bien rémunérés puisque 63% des salarié.e.s au SMIC sont des femmes.

La non-reconnaissance des qualifications à égalité et le traitement différencié des femmes et des hommes tirent vers le bas la globalité des salaires.

En maintenant les femmes dans un rapport d'infériorité professionnelle, elles sont les variables d'ajustement du patronat. Se battre pour l'égalité professionnelle c'est se battre pour une amélioration pour toutes et tous.

Nous sommes à 30 jours de ce rendez-vous. Où en sommes-nous de la mobilisation ?

RG : Clairement les choses avancent. Dans 2 jours, je participerai à Montreuil à une journée de travail sur « comprendre et organiser la grève féministe ».

Cette rencontre doit permettre aux centaines de militant.e.s (et militants) présent.e.s de s'approprier la journée du 8 mars et de proposer des actions concrètes en territoire.

D'ores et déjà de nombreux matériels sont disponibles sur le site de la CGT.

En seine maritime nous ne sommes pas en reste et nous avons déjà de nombreux contacts avec les différentes forces syndicales, mais aussi avec de plus en plus d'associations féministes, dont certaines, et c'est nouveau, appellent à la grève.

Cette mobilisation reste à construire et elle doit se faire dans l'entreprise et les services. Un appel unitaire à la mobilisation est en cours de finalisation. Plusieurs pistes d'actions sont envisagées et des manifestations sont d'ores et déjà actées.

8 MARS 15H40, on arrête tout ?

RG : Pourquoi pas ! C'est une véritable piste de mobilisation pour gagner les consciences et les nécessaires manifestations qui suivront.

Pour rappel, 15h40, c'est l'heure à laquelle les femmes arrêtent d'être payées chaque jour, sur la base d'une journée standard (9h – 12h30/13h30 – 17h).

Alors oui, pourquoi ne pas imaginer à cette heure, un appel à se rassembler devant l'entreprise, pour une prise de parole et d'échange avec les salarié.e-s sur les questions d'augmentation de salaire, de conditions de travail...

L'occasion aussi de dénoncer l'instrumentalisation des discours féministes à des fins racistes et de condamner le retour à l'ordre patriarcal prôné par les (partis) idées d'extrême droite.

Le 8 mars pour gagner l'égalité au travail et dans la vie, on arrête tout, chaque appel, chaque action sera décisive !



MOBILISATION

FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE LA PRIME DE LA DISCORDE



Initiative devant la Mairie St Etienne

Canteleu, Dieppe, Elbeuf, Grand Couronne, Maromme, Saint Etienne du Rouvray... pour ne citer que ces premières villes où la colère gronde chez les agents de ne pas recevoir la prime Macron.

Versée intégralement aux agents de la fonction publique d'Etat et hospitalière, elle est laissée à l'appréciation des Maires dans le cadre de la libre administration. Une libre administration à deux vitesses, qui se voit imposer la mise en place des 1607 heures et le vol des congés et dans le cas présent, de négocier avec des agents qui n'en peuvent plus, d'être la variable d'ajustement de collectivités étranglées financièrement.

Si pour la CGT, c'est bien le point d'indice qu'il faut augmenter avec un rattrapage des dernières années, pas question de faire cadeaux de cette prime de 300 à 800 €, qui bénéficiera aux plus bas salaires. Les collectivités ont jusqu'au mois de juin pour la verser, de quoi faire monter la pression et mobiliser les agents !

LOI IMMIGRATION POURQUOI IL FAUT LA COMBATTRE ?

Le 21 janvier aura été marqué par une forte mobilisation de citoyens, jeunes et moins jeunes, pour exiger que le président de la république ne promulgue pas la loi dite « immigration ». 201 personnalités de tous horizons, culturel, associatif, syndical et politique s'y étaient elles-mêmes engagées. Ce large front est salutaire et invite à amplifier la mobilisation, à poursuivre la discussion.

En s'attaquant aux valeurs de la république, cette loi donne de la force aux thèses de l'extrême droite et mène à la dislocation sociale.

Malgré les censures du conseil constitutionnel, les mesures présentées sont dangereuses, non seulement pour les personnes étrangères présentes sur le territoire français mais également pour la société en elle-même, en ce que ce projet détruit les principes fondamentaux des droits de l'Homme fondateurs de notre système.

RÉPRESSION SYNDICALE : La CGT dit stop !

Alors que le principe de liberté syndicale est un droit fondamental inscrit dans la loi depuis 1884, la répression et la discrimination à l'encontre des militants syndicaux ne font que s'accroître.

Dans un courrier adressé à la première ministre, mi-décembre, la secrétaire générale de la CGT, Sophie Binet dénonce la multiplication des poursuites de responsables syndicaux depuis la mobilisation contre la réforme des retraites. La liste est longue et témoigne d'un « contexte de répression antisyndicale inédit depuis l'après-guerre ».

Ainsi, « au moins 17 secrétaires généraux d'organisations CGT, convoqués du fait de leur qualité de secrétaire général » ont fait l'objet de poursuites, et « plus de 1 000 militants de la CGT sont poursuivis devant les tribunaux ».

Notre Département n'est pas en reste, Renault, Safran, Carsat convoquent à tour de bras pour des raisons fallacieuses les militants pour sanction.

La CGT entend bien continuer à œuvrer résolument pour l'unité de notre camp social alors que les travailleurs migrants, avec ou sans papiers, demeurent les plus exposés à la surexploitation.

La CGT ne laissera pas bafouer les principes de la République et continuera d'agir pour le progrès et la justice sociale.



Toutes ces convocations sont hautement politiques et viennent du sommet de l'État.

La CGT dénonce, avec la plus grande fermeté, les stratégies d'intimidation à l'encontre de ses militants et s'inquiète des conséquences de la répression quant au principe de liberté syndicale.

Du syndicat, aux UL en passant par l'UD, nous avons la responsabilité de protéger et défendre nos camarades. Quand on touche à un camarade de la CGT, on touche à toute la CGT. Pas un de nos camarades ne doit être inquiété. Faites-le savoir !



DÉCRYPTAGE



BRUNO VENUAT

Responsable à la formation
UD CGT 76

LA FORMATION SYNDICALE

Bruno Venuat (en binôme avec Stéphane Hauguel) est chargé d'impulser la formation sur notre département avec l'objectif de développer une formation syndicale accessible, répondant aux besoins de chacune et de chacun, dès l'adhésion, au fur et à mesure des prises de responsabilités.

Le plan de formation 2024 est bouclé, peux-tu nous en expliquer les grandes lignes ?

Le plan de formation de l'Union Départementale se décompose en deux grandes parties : l'une où sont répertoriées les formations générales et l'autre sur toutes les formations liées aux mandats des camarades.

Ainsi, nous avons également pris l'option depuis l'année dernière de faire apparaître l'ensemble des formations dont nous avons connaissance sur notre département et notamment toutes les formations proposées par les Unions Locales avec lesquelles nous travaillons en très grandes proximités.

Apparaît également, dans le plan de formation tous les éléments nécessaires pour s'inscrire avec les différentes demandes d'absences auprès des entreprises suivant les formations ainsi que les devis quand les formations sont rémunératrices pour l'organisation.

Beaucoup de salariés ne voient pas d'intérêt à la formation. Comment les convaincre du contraire ?

Beaucoup de salariés ne voient certainement pas l'intérêt de la formation syndicale parce qu'ils ne la connaissent pas. Nous espérons que c'est un peu moins le cas pour les syndiqués, néanmoins ça le reste.

Bien souvent, les camarades y voient une approche scolaire et parfois sectaire alors que la formation syndicale CGT est complètement interactive et participative.

L'approche pédagogique est basée sur l'échange et nous développons l'enrichissement personnel en apprenant à apprendre à l'opposé des notions scolaires où tous les savoirs sont descendants.



Les syndicats doivent bien évidemment être moteur dans la formation de leurs syndiqués mais la meilleure promotion de la formation syndicale, c'est que tous ceux qui y ont goûté y reviennent frénétiquement et usent de tous leurs droits tous les ans

La formation à un coût, pour autant, doit-elle être payante ?

Pour le collectif formation de l'UD mais également au niveau confédéral, l'aspect financier ne rentre pas en compte dans le déploiement de la formation. Pour autant, nous n'évacuons pas cette question financière.

Le matériel, les documents pour les formations, les repas et autres remboursements ont un coût pour l'organisation néanmoins chaque syndiqué par sa cotisation participe à ce financement (le principe de la cotisation étant d'avoir accès à l'information et à la formation).

De plus, certaines formations aux mandats sont rémunératrices pour l'organisation car facturées aux entreprises ou au CSE par exemple (Cf devis dans le plan de formation).

Il est clair que pour notre collectif, la formation de nos syndiqué-e-s ne doit pas être payante et accessible à toutes et tous. La formation est un enjeu primordial pour atteindre les objectifs fixés par nos orientations de congrès.

De l'information à la formation : un fil rouge tenu ?

Le lien entre information et formation existe bien évidemment mais peut-être pas celui ancré dans l'imaginaire collectif.

La formation syndicale telle que réfléchi depuis des années par le pôle confédéral permet d'obtenir les éléments d'analyse de l'information.

L'information est le moyen de connaître les éléments d'un événement passé, présent ou futur. La formation est la clef qui sert à analyser l'information, à prendre conscience de notre force dans ce monde capitaliste mondialisé pour le renverser, et également à appréhender les mandats qui sont confiés par les salariés pour représenter leurs revendications devant le patronat.

Notre fil rouge, et la presse CGT, du champ fédéral ou confédéral, irrigue toute notre activité.

A cela nous pouvons ajouter les nombreuses notes des différents collectifs confédéraux qui s'appuient sur une solide expertise. Chacun l'aura compris la formation et la maîtrise de l'information sont intimement liées.

INTERNATIONAL

ISRAËL PASLESTINE

Pour une paix juste et durable

Depuis le 7 octobre, les bombardements ont fait des dizaines de milliers de morts dans la bande de Gaza, dont plus de 8 000 enfants.



La destruction des hôpitaux, le blocus total qui crée l'absence d'eau potable, de nourriture, de médicaments, expose la population palestinienne aux maladies et à la famine.

Même les camps de réfugiés sont bombardés. Ce massacre succède à des décennies d'occupation coloniale, à un apartheid qui nie les droits de la population palestinienne, à un blocus de la bande de Gaza qui dure depuis 2007.

Sur tous les continents, des millions de travailleurs ont participé aux manifestations pour arrêter le génocide, saisissant l'importance d'exiger le cessez-le-feu, l'arrêt des bombardements, la levée du blocus.

Pendant ce temps, le gouvernement israélien continue de recevoir le soutien de nombreux gouvernements. Aux États-Unis, le gouvernement Biden livre en masse les armes utilisées par l'armée israélienne pour bombarder la population palestinienne.

Le gouvernement Macron s'aligne : après avoir multiplié les déclarations de soutien à l'État d'Israël, il n'a que récemment commencé à parler timidement de cessez-le-feu.

Alors que les bombardements sont particulièrement meurtriers, il suspend ses subventions à l'UNRWA (organisme humanitaire de l'ONU qui construit des hôpitaux, des écoles et distribue de l'aide humanitaire à Gaza). Il est allé parfois jusqu'à réprimer certains militants qui prennent position contre le massacre, comme ce fut le cas pour le secrétaire de l'UD CGT du Nord placé en garde à vue le 20 octobre puis libéré 8h plus tard grâce aux soutiens qu'il avait reçus.

Ces faits montrent l'importance pour la CGT et l'ensemble du mouvement syndical de s'organiser contre les génocides et les guerres, en particulier les guerres coloniales.

Aux États-Unis, un certain nombre d'organisations syndicales dont l'UAW (syndicat de l'automobile fort de 600 000 adhérents ayant récemment arraché 25 % d'augmentation pour les travailleurs du secteur) ont formulé ensemble un appel au cessez-le-feu lors d'une conférence devant la maison blanche.

Lorsque les gouvernements maintiennent leur soutien, leurs accords commerciaux et leurs livraisons d'armes au gouvernement israélien, seule la mobilisation des peuples et du mouvement ouvrier est à même de mettre fin à la guerre.

Nathan Lapel

LE DÉPARTEMENT MOBILISÉ

A Rouen, comme au Havre ou à Dieppe des manifestations ont lieu chaque samedi pour le cessez-le-feu depuis le 21 octobre.

Elles rassemblent chaque fois plusieurs dizaines à centaines de personnes. L'Union Départementale a décidé de fournir une banderole pour chaque UL, pour populariser le message de paix.

Si la mobilisation reste nécessaire, il nous faut réfléchir à d'autres formes d'actions pour dépasser le cercle «trop» militant de ces rassemblements. Pour cela il faut comprendre et convaincre.

C'est dans ce sens que l'UD tient à disposition des UL un hors-série de 38 pages édité par le journal l'Humanité qui propose une sélection d'articles qui permettent d'éclaircir la situation.



L'AGENDA



08 MARS 2024

Le 8 mars n'est ni la fête de la femme, ni la fête des mères ou encore moins la Saint-Valentin. C'est la journée internationale de lutte pour les droits des femmes, une journée de grève de toutes et tous pour revendiquer et gagner l'égalité réelle au travail et dans la vie.



19 MARS 2024

Appel à la grève. Les organisations syndicales de la fonction publique constatent et condamnent l'absence de toute perspective de mesures générales d'augmentation des rémunérations dans la fonction publique dans un contexte d'inflation encore soutenue.



26 MARS 2024

Action actifs / retraités pour l'augmentation des pensions, le maintien et développement des services publics, et des moyens dans le domaine de la santé (médecins en nombre, arrêt fermetures des services, l'embauche de personnels...).

INDECOSA

Association pour l'INformation et la DÉfense des Consommateurs et des SALariés

Tous les membres de la CGT sont adhérents à INDECOSA. L'association est ainsi amenée à prendre en compte les litiges soulevés par ses adhérents et le cas échéant les accompagner en justice. Elle se finance grâce aux cotisations versées par ses adhérents, par des subventions versées par l'État, la vente de sa revue bimestrielle « IN Magazine », ainsi que de diverses publications d'information et de matériels.

Elle organise régulièrement des colloques, des conférences, des journées d'étude, des formations pour parfaire sa connaissance des questions de la consommation aussi bien en France qu'en Europe pour créer les meilleures conditions d'une information et d'une défense des consommateurs optimum et actualisée.

Indécosa est présent en Seine-Maritime avec des permanences au Havre et à Rouen.

Pour en savoir plus rendez-vous sur <https://indecosa.fr/>



IHS

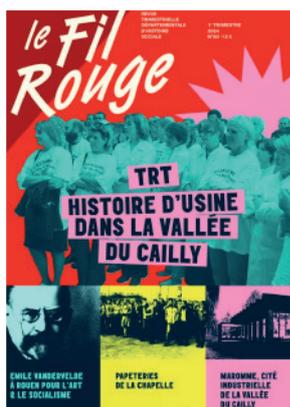
L'Institut CGT d'Histoire Sociale de Seine-Maritime a été créé il y a plus de 20 ans à l'initiative de l'Union Départementale CGT et des Unions Locales du département de Seine-Maritime.

L'Institut a pour mission : (extraits de l'article 3 des statuts) Le collectage, la sauvegarde et le traitement d'informations et de documents de toute nature, se rattachant à l'histoire sociale de la Seine-Maritime, et plus particulièrement à l'histoire du syndicalisme et à leur exploitation à des fins de formation et de recherche historique.

La mise en œuvre d'études, de recherches et de larges confrontations dans les domaines de son champ d'investigation. La contribution à l'information et à la formation des militants syndicaux, des travailleurs, des étudiants et de toutes organisations intéressées à l'histoire sociale ».

Chaque mois, tous les adhérents de l'Institut reçoivent, par courriel une lettre qui les informe de la vie de notre Institut, de ses rendez-vous, de ses initiatives. Toutes ces informations sont actualisées chaque semaine sur notre site internet : ihscgt76.fr

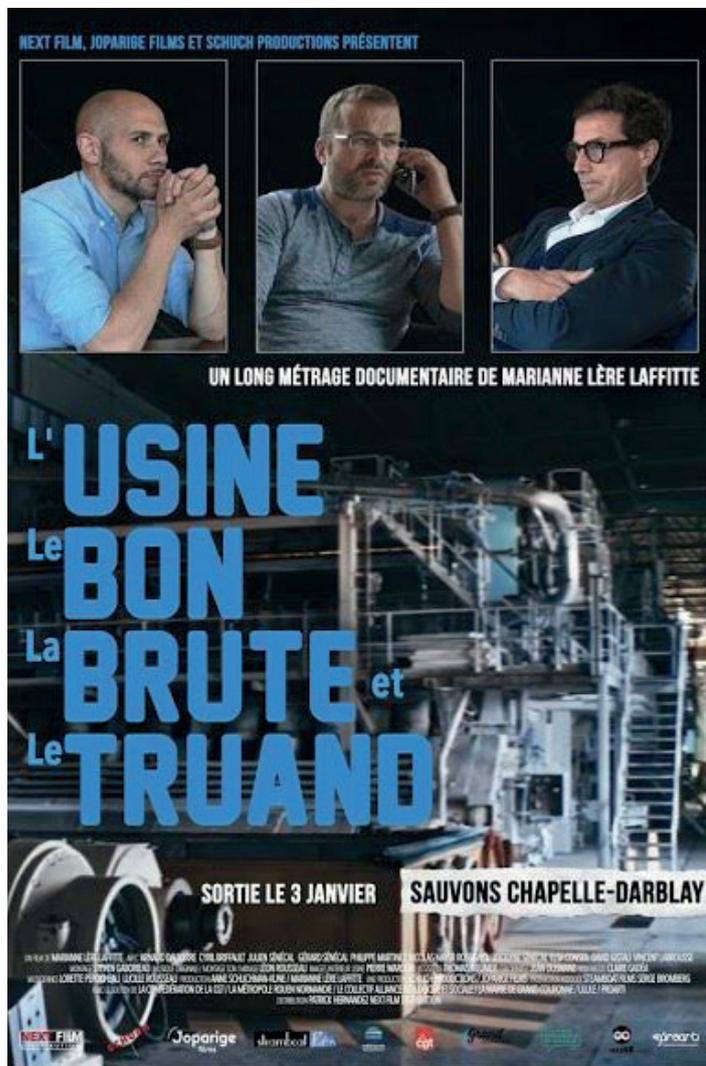
Chaque adhérent reçoit aussi gratuitement «le fil rouge» le magazine de l'IHS fait peau neuve. Une belle occasion de le faire connaître aux adhérents de la CGT !



Pour plus d'info lien [ICI](#)

CULTURE

CHAPELLE DARBLAY



Chapelle-Darblay est la dernière et unique usine à fabriquer du papier journal 100% recyclé en France.

Fermée depuis septembre 2019 sur décision de son propriétaire finlandais, la papeterie centenaire est désormais menacée de démantèlement. À sa place, un site de production d'hydrogène est prévu.

Alors que les 217 salariés, les «pap-chap», ont perdu leur emploi, trois délégués du personnel, deux ouvriers syndiqués et un cadre sans étiquette, toujours présents sur le site, se battent pour sauver la papeterie de la fermeture. Vont-ils réussir à sauver leur usine ?

FESTIVAL Ô FÉMININ



Continents Comédiens, c'est la troupe de théâtre amateur de Saint-Léger-du-Bourg-Denis.

C'est aussi, «Paroles d'Acteurs» : une programmation de théâtre amateur tout au long de l'année, avec des compagnies venues de toute la France.

Des spectacles variés présentant la diversité des approches artistiques, des auteurs classiques et contemporains. Et dernier né chez Continents Comédiens : le festival Ô Féminin se tient au mois de mars à l'occasion des journées des droits des femmes ! En partenariat avec la Cie Les Oiseaux de Pas Sages et la Ville de Saint-Léger-du-Bourg-Denis !